L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 20 JANVIER 1853.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUVERGER.
E. DUVERGER. H. MERRY.
No 83, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 20 JANVIER.

MESSAGE DU GOUVERNEUR.

Le message du gouverneur Walker est un document essentiellement locofoco. A côté de vues raisonnables et de suggestions sensées, s'étalent ces vieilles doctrines de parti qui ont trainé dans tous les manifestes des Excellences d'une certaine époque, et qui sont usées jusqu'à la corde. M. Walker, avant d'être citoyen, est locofoco; c'est l'homme de son parti plutôt que l'homme du pays. A ce point de vue borné il est rare qu'une Excellence—démocratique ou non—puisse porter sur les choses publiques ce coup d'œil sur qui, chez les hommes d'Etat constitutionnels, n'est pas moins un fort bravet logisme, et nous sommes persuadés qu'il se retire de pouvoir sans s'être créé une seule inimitié. Pas d'erreur, c'est par un excès d'astandrissement, par retire honte de cœur qui devient faiblesse quand on l'exagère. M. Walker a peut-être abusé du droit de clémence, il a ouvert les portes du pénitencier à des gens qui méritaient d'y rester toute leur vie. La plupart de ces forçats libérés sont redevenus le fléau de la société, et sont allés exercer leur coupable industrie dans les Etats voisins.

Mais il ne s'agit pas des actes passés de Son Excellence. Nous n'avons à nous occuper que de son message, et c'est ce que nous allons tâcher de faire le plus succinctement possible.

Nous lisons au commencement du manifeste :

« Un autre événement, considéré par les hommes étrangers à nos institutions et à notre gouvernement comme encore plus formidable, vient de passer, sans jeter le trouble dans les paisibles relations du pays. La patrie d'une grande défaite au parti démocratique de fouler aux pieds la valeur, et une franche cordialité et sentiments succède aux luttes les plus ardentes. Ce fait vaut vouloir dans tous les cœurs de la République de plus heureux présages. Les blessures de parti, nous devons nous le dire entre nous, se ferment rapidement, et commencent à ne plus être douloureuses. Ce n'est pas peu à néantir sur tous les points de l'Union *tout germe d'agitation sectionnelle.*

Nous comprenons pas trop ce que c'est que cette « agitation sectionnelle. » M. Walker veut dire que l'avènement à la présidence est dû à la défaite d'une agitation abolitionniste, et que cette agitation, que nous ne cherchons pas à désavouer, n'a même pas le mérite de la franchise. L'Union jubilait au moins d'avoir été accablée sous une administration whig que nous avons abhorrée.

M. Walker est un peu plus bas qu'il appelle « la dissolution de 1845 à celle de 1852. » Cela ne convient de reste. Son Excellence, qui n'était alors que simple citoyen, présidait la Convention qui a donné, après cinq mois de délibération, le chef-d'œuvre constitutionnel que la Louisiane vient solennellement de condamner. La Constitution de 1845 fut-elle plus défectueuse encore qu'elle ne l'est, M. Walker la trouverait supérieure à toutes les chartes imaginables. Les constitutions parlent foudroyamment ou infiniment pour elles-mêmes. Nous n'avons que faire d'en dire notre propre. Nous espérons que le gouvernement qui nous livrer à des excès [illegible] n'aura pas besoin de s'en vanter.

Le gouverneur ne pouvait manquer de toucher à deux questions importantes, les travaux publics et les institutions de crédit. Il y a beaucoup de vertu, bien que nous ne soyons pas toujours de son avis, dans ce qu'il dit des unes et des autres. Nous regrettons que des secours offerts par l'Etat [illegible] n'aient pas été acceptés.

Le pouvoir accordé à la Législature, par la nouvelle Constitution, d'engager la foi de l'état et de contracter des dettes pour d'autres objets que celui de soutenir la guerre et combattre les insurrections, est un pouvoir qui veut être surveillé avec une incessante vigilance et qui doit être exercé avec le plus de mesure. Le pays ne saurait supporter pendant une vie déjà longue, et dont une grande partie s'est écoulée dans les[illegible] publiques, la responsabilité d'une [illegible] gouvernements, aussi bien que celle des individus, est d'éviter autant que possible de contracter des dettes. Le gouvernement du peuple par le peuple n'est, en général aux veuves libres les [illegible] d'améliorations intérieures. L'aide du gouvernement peut quelquefois, en parcelle [illegible] nécessaire, mais il est rare qu'elle n'étant pas nuisible. Dans doute il est du devoir de notre Etat d'ouvrir et d'améliorer nos voies de navigation, de construire des routes et de nous défendre contre les inondations par la [illegible] mais il est aussi de notre intérêt de ne pas [illegible] notre crédit à des compagnies pour d'autres améliorations. Il doit alors agir avec la plus grande circonspection et consulter les ressources dont il peut disposer pour faire face à ses engagements, sans [illegible] une charge trop désagréable et trop lourde à ceux qui viendront après nous.

Nous croyons que la [illegible] Constitution sauvegarde, suffisamment [illegible] les garanties qu'elle exige, les intérêts de l'Etat. C'est à la Législature à ne pas [illegible] un principe bon en [illegible] l'application peut être et nuisible aux citoyens. [illegible] l'aide de l'Etat, nous pouvons citer [illegible] de vastes travaux et assurer à jamais la prospérité de la Louisiane. Mais il y a dans le bon comme en toute chose une mesure au-delà de laquelle commence l'excès, le trop plein, la tension, et cette situation est toujours dangereuse.

Quant aux banques, et c'est par là que nous terminerons cette rapide analyse, M. Walker ne les ménage guère. Ecoutez le plutôt :

« Un autre pouvoir accordé par la Constitution est qui demande une surveillance sévère plus jalouse et plus active est celui de créer des banques. Cette surveillance n'a jamais été plus nécessaire qu'elle ne l'est aujourd'hui, car il est [illegible] que le désir de multiplier ces sources de crédit. Une longue période, pendant laquelle le peuple a eu comparativement peu de banques, et a ressenti les fruits de son industrie, a mis la grande masse de nos concitoyens à même de s'affranchir des dettes qui pesaient sur eux, l'argent est abondant et à bon marché, [illegible] commencé est en mesure de faire face à ses engagements, l'esprit d'entreprise déploie son activité sans se laisser arrêter à de folles entreprises et ses succès précieux nous arrivent chaque jour en abondance. Pourquoi donc inonder le pays de papier-monnaie, [illegible] pour le profit et l'agrément des ressources à un tel esprit de spéculation? pourquoi nous rejeter dans des aventures dont nous avons eu si triste expérience? [illegible] les banques et les [illegible] ont [illegible] pendant quand ce pouvoir [illegible] exercé, quand la [illegible] ? Les banques en Californie, l'Australie et d'autres [illegible] sont [illegible] exemple dans l'histoire monétaire du monde, et menace de porter le trouble [illegible] et aussi le secours de moyens artificiels, la [illegible] naturels du capital et du travail. La vraie [illegible] est de [illegible] dont on fait [illegible] précieux ne sont plus de mise, et une occasion s'offre à nous de [illegible] nos relations de crédit. Le pays [illegible] laisser échapper, de retenir les métaux précieux, et cela sans restreindre et limiter notre circulation, au point d'arrêter [illegible] notre commerce et entraver notre industrie. Si toutefois nous jugeons nécessaire d'étendre le moyen de [illegible] les sources de crédit, le crois qu'il serait bon de le faire [illegible] des [illegible] basées sur le principe des banques libres. Ce système me semble plus que tout autre présenter un obstacle [illegible] à ces émissions excessives et garantir les détenteurs de billets; quoiqu'il en soit, et quelque soit le système proposé, il faut avant tout entourer les restrictions telles qu'il y ait une impossibilité réelle pour les banques, tant particulières que privées, de s'échapper à l'obligation de rechercher [illegible] de payer un dernier cent. En face des leçons que l'expérience nous a données, en face de cette [illegible] actuelle des affaires, présidant qu'il doit [illegible] à accroître, toute législation [illegible] un système de banques, qui pourrait servir à tromper et à ruiner le [illegible] et l'avenir, autorisera et recevrait le [illegible] d'une réprobation universelle. [illegible] ce propos, qu'il me soit permis de dire que dans l'intérêt de la commodité et à l'offre de la [illegible] nouvelle dans le pays, il serait bon que la loi [illegible] l'émission de petite billets, par exemple de billets au-dessous de cinq piastres.

Les [illegible] [illegible] [illegible]